



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Madagascar

Question écrite n° 94644

Texte de la question

M. Éric Raoult attire l'attention de Mme la ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, sur l'attitude parfois ambiguë de la France à l'égard de Madagascar depuis les événements intervenus depuis trois à cinq ans dans cette île et qui ont parfois prouvé les faiblesses de démocratie et de stabilité du régime malgache depuis plusieurs années. Si la situation est très complexe, il conviendrait que le regard de la France puisse se clarifier, avec une position de soutien réaffirmé d'abord, au peuple malgache qui vit dans des conditions difficiles, qui connaît des cas de très grande pauvreté, notamment dans la capitale et dans les provinces. La communauté internationale gère la spécificité malgache avec une maladresse assez peu lisible et compréhensible depuis deux ans et les événements qui ont abouti au blocage et à la transition politique actuelle sur cette île de plus de 20 millions d'habitants. La situation politique, mais surtout humanitaire que connaît actuellement Madagascar, mériterait une prise en compte très forte de la France et de son nouveau Gouvernement, après le remaniement de cette mi-novembre 2010. Il pourrait d'ailleurs s'avérer utile et intéressant que le nouveau ministre de la coopération puisse se rendre très rapidement à Madagascar, pour y entamer le dialogue avec le nouveau président et les représentants des nouvelles mouvances politiques malgaches. Il lui demande donc de lui préciser la position du Gouvernement français sur le dossier malgache.

Texte de la réponse

Depuis le début, la France a constamment plaidé pour une approche pragmatique prenant en considération l'intérêt de la population malgache visant à réduire le coût social de la crise politique. Elle a appelé l'ensemble des acteurs malgaches à approfondir leur dialogue en vue de renforcer la légitimité du processus local de sortie de crise qui a émergé en juillet 2010. Nous avons, à plusieurs reprises, réitéré notre soutien à l'équipe de médiation africaine emmené par le Président Chissano et par son représentant sur place, le Dr. Simao. Au terme d'un remarquable travail de terrain, la médiation est parvenue à élaborer une « feuille de route » équilibrée et réaliste qui valorise les bonnes volontés et place devant leurs responsabilités ceux qui, pour des raisons qui leur sont propres, ne souhaitent pas réellement aider leur pays à sortir de la crise par des élections transparentes. Le ministre français chargé de la coopération, Henri de Raincourt, s'est rendu à Madagascar, les 19 et 20 février 2011, pour marquer ce soutien de la France à la médiation ainsi qu'au peuple malgache. Lors de cette visite, le ministre a eu l'occasion de réaffirmer notre engagement au côté des populations malgaches en annonçant des mesures concrètes : un soutien logistique au profit des populations touchées par le cyclone Bingiza ; une aide alimentaire d'urgence (annonce d'une dotation de 1 Meuros au Programme alimentaire mondial) qui devrait permettre d'aider 200 000 personnes dans le sud du pays, le concours de la France à hauteur de 9 Meuros pour réaliser des travaux d'assainissement, de construction et de réhabilitation des équipements sanitaires et par la signature d'une convention qui appuie les actions d'ONG françaises et malgaches (à hauteur de 300 000 euros). Le paraphe, le 9 mars dernier, de la « feuille de route » de la SADC par un grand nombre d'acteurs politiques malgaches, constitue une étape significative, peut-être décisive, vers une sortie de crise consensuelle et durable dans ce pays. Avant de faire l'objet d'une signature officielle à haut niveau, cette « feuille de route » doit encore être soumise à l'approbation formelle des États membres de la

SADC, et bien entendu de l'Union africaine. La France encourage les autres forces politiques qui hésitent encore à rejoindre ce processus afin de participer pleinement à sa mise en oeuvre. Celle-ci nécessitera une assistance internationale significative, voulue par les parties malgaches. À cet effet, nous appelons les autres partenaires extérieurs et amis de Madagascar à marquer rapidement et concrètement leur soutien à ce processus. La crise n'a que trop duré. Pour la France, comme pour la médiation, la priorité reste, en effet, la fin rapide de la période actuelle de transition, grâce à l'organisation d'élections libres et crédibles, seules susceptibles de dégager une nouvelle légitimité incontestable à Madagascar.

Données clés

Auteur : [M. Éric Raoult](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (12^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 94644

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 novembre 2010, page 13091

Réponse publiée le : 31 mai 2011, page 5725